

Haïti – République dominicaine : Voir au-delà de la conjoncture

Jean-Marie Bourjolly

On a assisté récemment à un regain de tension ouverte entre la République dominicaine et Haïti, quand Claude Jean Harry s'est retrouvé pendu sur une place publique à Santiago et qu'à la faveur d'une marche de protestation pacifique organisée par la société civile haïtienne, des individus ont pénétré de force au consulat dominicain. Des actions inconsidérées de la sorte ne peuvent qu'affaiblir, en les discréditant, les forces de progrès qui, de part et d'autre de la frontière, s'efforcent de promouvoir un climat de justice, de paix et de coopération entre deux peuples qui sont condamnés par la géographie à partager un espace commun. Au point que l'on peut se demander si cet acte n'a pas été commandité. Car – ne nous y trompons pas –, il y a une coalition transfrontalière d'intérêts qui mise sur un conflit permanent à basse intensité avec des flambées de violence occasionnelles, selon un calendrier adapté à leurs objectifs, électoraux notamment. Avec les élections prévues en Haïti pour la fin de 2015 et pour l'année 2016 chez nos voisins, il y a fort à parier que, ici comme là, certaines officines politiques sont déjà occupées à calculer les gains qui peuvent résulter pour elles d'un conflit ouvert dans lequel les travailleurs haïtiens illégaux et les Dominicains d'origine haïtienne que l'on a dénationalisés seraient instrumentalisés ou utilisés comme épouvantail. C'est ainsi que la menace de déportations massives prévues pour le mois de juin pourrait se concrétiser, ou non, en fonction – parmi d'autres facteurs – de l'évolution de la rivalité, à l'intérieur du parti au pouvoir, entre l'ex-président Fernández (et précandidat à un quatrième mandat) et l'actuel président Medina (dont les partisans veulent faire changer la Constitution pour lui permettre de briguer un deuxième mandat consécutif). Et ne nous y trompons pas : chacun de ces clans a ses alliés en Haïti. La question qui se pose pour nous est : qu'est-ce qui est fait pour prévenir la crise humanitaire annoncée et, le cas échéant, pour y faire face ?

Au « Diviser pour régner » de ces forces de l'ombre, nous devons plus que jamais opposer notre « L'union fait la force ». Union avec qui ? Il y a aussi, fort heureusement, de part et d'autre de la frontière, des groupes épris de justice et de paix. L'intérêt commun des peuples dominicain et haïtien commande que ces gens de bonne volonté coordonnent leurs efforts. Mais encore faut-il qu'ils se connaissent et se fassent confiance, alors que tout a été fait pour qu'ils s'ignorent et se voient à travers des stéréotypes déshumanisants. Par exemple, l'auteure Julia Álvarez raconte comment on se sert depuis toujours de la menace du « cucú haitiano » (l'équivalent de notre tonton macoute traditionnel) pour inciter les enfants dominicains à être sages. Elle en est revenue, pour sa part, puisque, de concert avec Edwidge Danticat et son compatriote Junot Díaz (dont le roman *The Brief Wondrous Life of Oscar Wao* a fait l'objet d'une lecture critique dans les pages de ce magazine¹), elle a dénoncé la dénationalisation forcée des Dominicains d'origine haïtienne.

Álvarez a écrit des pages d'une grande tendresse sur les liens quasi maternels qu'elle a développés avec Piti (oui, « Petit »), un jeune ouvrier agricole qui travaillait tout près de sa propriété, dans le Cibao. Son livre *A wedding in Haiti* est le récit de son odyssée, avec son mari américain et un jeune Dominicain qui voulait découvrir ces « frères qu'il ne connaissait pas » (je cite de mémoire), en route pour le village de Moustiques, où Piti devait se marier. Je ne savais pas qu'un village de ce nom existait, encore moins où il se situait. Et vous ? Seriez-vous capables de le repérer sur une carte ? Combien parmi nous y ont jamais mis les pieds ?

1. Sheila Das (2014). « Race, désir et identité dominicaine dans : *The Brief Wondrous Life of Oscar Wao*, de Junot Díaz », *Haïti Perspectives*, vol. 3, n° 1, p. 6-10.

Traiter l'ensemble des Dominicains de racistes, comme je l'ai entendu faire récemment, est une attitude navrante qui ne peut que renforcer le courant raciste, hélas ! bien réel – et nous mener à l'échec – en blessant et en repoussant vers lui des citoyens qui ne partagent pas tous ses a priori. Ici comme en d'autres circonstances, nous devons utiliser notre tête plutôt que de nous laisser guider par nos émotions à fleur de peau. Pour commencer, il nous manque une mémoire historique et un esprit de suite qui nous permettent de voir au-delà de la conjoncture. À chaque crise, à chaque meurtre particulièrement odieux, nous nous comportons comme si c'était le premier du genre. Nous nous excitons, nous nous répandons en imprécations, et une fois nos esprits calmés, nous passons à autre chose en attendant la prochaine crise.

En voulez-vous un exemple ? Qui se souvient de Carlo Mérius ? Qui se souvient des circonstances dans lesquelles il a trouvé la mort ? Qui se souvient des engagements pris alors par le gouvernement haïtien pour que cela ne se reproduise pas ? En relisant un article que j'avais écrit dans *Le Matin* à cette occasion, j'ai été frappé de voir à quel point on n'est guère plus avancé aujourd'hui qu'on ne l'était en 2009. Et j'ai bien peur que nous ne le soyons pas davantage en 2021 si nous continuons à nous

agiter comme des poules sans tête plutôt que de nous comporter comme des gens doués de raison.

L'article en question date sous certains aspects alors que, sous d'autres, il a gardé toute sa pertinence. Je vous invite à en lire les larges extraits qui suivent, en ayant à la mémoire le déroulement de la crise que nous avons connue au mois de février ainsi que l'historique des pas de deux qu'ont dansés les dirigeants haïtiens et dominicains à cette occasion et, auparavant, au cours des dernières années². Nous devons porter notre regard au-delà de la conjoncture si nous voulons comprendre les convergences d'intérêts qui s'opposent au développement de rapports harmonieux avec nos voisins et nous donner les moyens de les contrer avec quelque chance de succès. ■

2. Ces pas de deux comprennent la gabegie des contrats accordés sans appel d'offres aux firmes du « fils » de Leonel Fernández, le sénateur Félix Bautista, pour des travaux bâclés et inachevés, au village de Lumane Casimir et ailleurs – des dizaines de millions de dollars jetés par les fenêtres, mais pas perdus pour tout le monde ; le faux-semblant des « négociations » bilatérales au sujet de la dénationalisation des Dominicains d'origine haïtienne, dont l'effet, recherché et obtenu, véritable coup de poignard dans le dos, a été d'affaiblir les forces qui, à l'intérieur même de la République dominicaine et à l'échelle de la CARICOM, s'opposaient à cette mesure injuste ; la « gestion » de la crise qui a suivi la mort par pendaison de Claude Jean Harry...

Les problèmes se règlent mieux à chaud¹

Jean-Marie Bourjolly

Ainsi, un citoyen a été décapité sur une place publique de Santo Domingo, en présence d'un groupe de badauds en liesse : « Un homme jeune et robuste, qui faisait office de bourreau, trancha d'un coup de hache la tête de l'Haïtien, au milieu du vacarme créé par les témoins de cette scène, qui riaient et applaudissaient » (<http://www.listin.com.do/app/article.aspx?id=99867>)². Voilà qui n'est pas

sans rappeler de tristement célèbres scènes de lynchages aux USA jusqu'à une date pas trop lointaine.

La nationalité de la victime importe-t-elle ? Ce n'est pas, a priori, l'élément le plus important quand on considère que l'âme d'une société ne peut jamais sortir indemne d'un tel acte si cette société permet qu'il demeure impuni, et ce, peu importe l'identité des personnes en cause et peu importe l'endroit (Mississippi, Santo Domingo, Port-au-Prince) où cela se passe. Cela dit, le fait que la victime soit, en

l'occurrence, un citoyen haïtien (ou que les personnes lynchées aux USA étaient noires, ou que nos propres victimes du supplice du collier étaient des macoutes présumés ou des opposants présumés à Aristide) n'est pas dénué de signification. Cela renvoie, dans tous les cas, à un climat politique où, à tout le moins, on ferme les yeux sur des abus et des actes de violence dirigés contre un groupe ciblé de personnes que certains secteurs cherchent à terroriser.

On le sait, et le GARR (Groupe d'appui aux réfugiés et rapatriés) nous le rappelle s'il en était besoin : ce meurtre sordide (et l'impunité dont il semble jouir jusqu'à présent) n'est pas un cas isolé, tant s'en faut. Cette fois-ci, le gouvernement haïtien s'en est ému. Mais pourquoi se

1. Extraits de Bourjolly, Jean-Marie (2009). « Les problèmes se règlent mieux à chaud », *Le Matin*, n° 34075, 13-14 mai.

2. L'adresse du site a changé. L'article du *Listin Diario* du 3 mai 2009 se trouve maintenant à <http://www.listindiario.com/la-republica/2009/5/2/99867/>

[Decapitan-en-plena-calle-a-un-haitiano-en-barrio-de-Herrera](#) (Consulté le 23 avril 2015).

manifestait-il si peu, voire pas du tout, auparavant? Et qu'en sera-t-il des grandes déclarations de principe d'aujourd'hui sur la nécessité d'une « gestion ferme et responsable » – Langue de bois, quand tu nous tiens! – une fois la poussière retombée?

Sans minimiser la responsabilité des autorités dominicaines, dont le laxisme par rapport à la prévention et à la répression de tels actes semble être un fait avéré, on me permettra d'insister sur celle des autorités haïtiennes [...] pour des raisons que j'articule un peu plus loin.

Si nous nous plaçons du point de vue d'un gouvernement haïtien qui, par miracle, aurait été un tant soit peu responsable, que voyons-nous? Nous voyons des voisins avec qui la coexistence n'est pas toujours facile, mais avec qui, que cela nous plaise ou non et que cela leur plaise ou non, nous sommes condamnés à partager un espace commun. Libre à nous et à eux d'en faire un espace de paix et de prospérité pour tous ou un espace de conflits perpétuels. Certains secteurs dominicains évoquent *ad nauseam* ce qu'ils appellent le contentieux historique entre Haïti et la République dominicaine. Serions-nous les seuls voisins au monde à partager un contentieux historique? Qu'en est-il du contentieux historique entre [...] les USA et le Mexique? Entre le Paraguay d'une part, l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay de l'autre? Aujourd'hui, le Mexique et les USA font partie de l'ALENA; le Paraguay, l'Argentine et l'Uruguay, du Mercosur (ce qui n'empêche pas ces deux derniers pays de connaître depuis quatre ans une situation de vive tension frontalière). Combien de millions de Français et d'Allemands sont morts au cours des trois guerres inexpiables que leurs pays respectifs se sont livrées entre 1870 et 1945? Après la Deuxième Guerre mondiale, la France et l'Allemagne ont jeté les bases de ce qui est devenu l'Union européenne, l'espace multinational le plus intégré au monde. Moralité: aucun contentieux historique n'est insurmontable. [...]

Un dirigeant haïtien, président, parlementaire, premier ministre, ministre des Affaires étrangères, qui aurait un tant soit peu l'étoffe d'un

homme d'État (ce qui ne vient pas automatiquement avec la fonction) commencerait, j'imagine, par analyser froidement la situation: Quels sont les hommes et les femmes de bonne volonté en Haïti et en République dominicaine? Quels courants de pensée représentent-ils? Quels sont, de part et d'autre de la frontière, les secteurs dont les intérêts politiques ou économiques appellent à une normalisation, voire à une amélioration des relations bilatérales? Quels sont, au contraire, les intérêts politiques et économiques qui profitent de la tension pouvant exister entre les deux pays, l'attisant au besoin? Quels sont les points forts et les points faibles de ces différents courants et groupes de pression? Comment promouvoir un dialogue et une alliance au moins de fait entre gens de bonne volonté des deux côtés de la frontière? Comment répondre adéquatement à la propagande des secteurs xénophobes ultranationalistes qui font de l'antihaitianisme leur fonds de commerce? Que faire pour que nos expatriés soient traités équitablement, en conformité avec les lois du pays d'accueil et dans le respect des normes universellement reconnues sur le plan international?

Après un tel tour d'horizon, il travaillerait, j'imagine, à l'élaboration d'un plan d'action: que pouvons-nous faire collectivement et que puis-je faire, moi, président, parlementaire, premier ministre, ministre des Affaires étrangères? Quelles sont les variables que je contrôle de par ma fonction? Quelles sont celles sur lesquelles je peux avoir une influence indirecte même limitée? Notre dirigeant aboutirait sans doute, j'imagine toujours, à la conclusion que notre ambassade à Santo Domingo revêt une importance aussi grande que celle que nous avons à Washington et devrait, par conséquent, être l'objet de tous nos soins. Ne devrait-elle pas être une vitrine de ce que nous avons de meilleur? Ne devrait-elle pas être le centre névralgique d'une entreprise systématique de séduction, à travers la presse, mais aussi à travers la promotion soutenue d'échanges académiques, commerciaux, sportifs et culturels de toutes sortes? Ne devrait-elle pas, dans le

même temps, être outillée pour représenter dignement nos citoyens auprès des autorités compétentes quand, collectivement ou individuellement, ils sont victimes d'abus ou de violences dus à leur origine ethnique ou nationale? En résumé, ne devrait-elle pas être à même de veiller à la promotion de nos intérêts nationaux légitimes? Pour mener à bien cette mission, quel serait, sur les plans de la compétence, de la maîtrise de l'espagnol et de l'intégrité morale et professionnelle (qui devrait être au-dessus de tout soupçon), le profil adéquat du personnel diplomatique et consulaire, à commencer par celui du chef de mission? Ne devrait-on pas privilégier le recrutement de personnalités prestigieuses capables de développer des relations de respect mutuel d'égal à égal avec les éléments les plus avancés de la société dominicaine? On se rappellera, à ce sujet, qu'un Price-Mars fut, en d'autres temps, notre digne représentant auprès de nos voisins; et ceux de mes amis qui les connaissent personnellement me disent que l'actuel ambassadeur dominicain en Haïti et son prédécesseur sont des personnalités prestigieuses qui ont développé des relations de respect mutuel d'égal à égal avec les éléments les plus avancés de la société haïtienne. [...]

Quel est l'état de notre ambassade à Santo Domingo? « Le gouvernement envisage de renforcer l'ambassade d'Haïti en République dominicaine, avec la nomination de trois commissions dont l'objectif consiste à apporter plus d'assistance à la communauté haïtienne », apprenons-nous (Alix Laroche, *Le Matin* du 6 mai 2009). Aveu d'échec? Trop peu, trop tard? Comme dit la sagesse haïtienne: « *Se lè chwal fi-n sòti n-ap rele fèmen baryè.* » [...]

[Le gouvernement de Jean-Claude Duvalier] a signé, avec les représentants du « Conseil d'État du Sucre », les « contrats d'embauchage » du 18 décembre 1979 et du 10 décembre 1980, qui contenaient « des clauses financières en addendum » (voir Zafra, *Sucre, sueur et sang*, de Daniel Supplice, Collection « Veritas », Imprimerie Deschamps, 2009, p. 56). [Cet ouvrage] reproduit, dans ses Annexes 31 et 32, les textes

de deux plaintes portées devant le Bureau international du Travail au nom de ces travailleurs migrants et contre les gouvernements d'Haïti (19 juin 1981) et de la République dominicaine (22 juin 1981). Je relève dans la première plainte les allégations suivantes: «Le Gouvernement haïtien par le contrat établi – dont copie en annexe – accepte que les Haïtiens soient une main-d'œuvre bon marché en République dominicaine, laquelle verse au Gouvernement haïtien pour le moins 1 225 000,00 \$ US par campagne.» Plus loin: «[...] L'accord autorise la retenue de un dollar (\$) sur le salaire de chaque quinzaine des ouvriers, retenue remise aux autorités haïtiennes (c'est un acte illégal) pour être redistribuée aux ouvriers à la fin de chaque récolte. Les informations recueillies indiquent que ces retenues n'ont pas été redistribuées [...] – La désignation et l'affectation de "superviseurs et inspecteurs" qui sont des tontons macoutes chargés de surveiller et d'espionner les travailleurs, le fait que ces derniers sont empêchés de sortir des bateyes et d'avoir des contacts constituent des violations de leur liberté et de leurs droits, des moyens de terreur et leur interdisent toute possibilité de s'organiser en association en vue de défendre leurs intérêts légitimes.» Et cætera.

De la deuxième plainte, j'extrai ce qui suit: «Plusieurs sources confirment nos allégations: la Société antiesclavagiste de Londres, dont le rapport est inclus ici, la description de la situation par Maurice Lemoine intitulée "Sucre amer", ainsi que de nombreux comptes rendus de première main émanant d'individus ayant visité la République dominicaine. Tous révèlent que le traitement des Kongos est très semblable à celui qui prévalait en déportation ou à l'époque de l'esclavage. [...] Le recrutement est effectué sur la base de fausses promesses; quelquefois par la force s'il s'avère insuffisant.

[...] Il ressort des différents documents que les Kongos sont retenus dans des camps gardés, qu'ils ne peuvent pas quitter. Ils sont soumis aux privations et les conditions d'hygiène sont terribles.» [...]

Continuons. De passage récemment à la Foire du livre de Santo Domingo, j'ai vu le *ti kounouk* qui faisait office de kiosque de la République d'Haïti. Minable. Où étaient-ils les livres de nos écrivains? Où étaient-ils nos disques et articles d'artisanat? Où étaient-ils ces produits de notre créativité qui nous valent, de temps en temps, des commentaires autres que ceux d'État failli ou de honte des Caraïbes?

Au vu de la réalité que je viens d'esquisser, un dirigeant haïtien, président, parlementaire, premier ministre, ministre des Affaires étrangères, qui aurait un tant soit peu l'étoffe d'un homme d'État, pourrait, j'imagine, se demander comment y remédier. Les mathématiciens disent qu'un problème bien posé est à moitié résolu. Donc un dirigeant haïtien, président, parlementaire, premier ministre, ministre des Affaires étrangères, qui aurait un tant soit peu l'étoffe d'un homme d'État ne devrait pas éprouver de difficulté à élaborer et mettre en œuvre des solutions allant dans le sens de nos intérêts nationaux bien compris.

Avons-nous des dirigeants de ce calibre? Je me force à espérer que oui. Sans trop me faire d'illusions, car nos chers dirigeants nous ont trop souvent habitués au spectacle navrant de leur insignifiance sous toutes les formes possibles et imaginables, y compris sous celle, plus récente, du «m'en fous binisme» affiché et de l'absence de décorum. Et disons-le sans ambages: le «m'en fous binisme» à la tête d'une organisation, d'un État, peut être aussi dommageable et criminel, sinon davantage, qu'une action criminelle au sens littéral. Mais

ultimement, c'est aux grands personnages de la république, président, parlementaires, premier ministre, ministres, des Affaires étrangères et autres, chefs de partis politiques... c'est à eux de répondre à cette question. Pas par des paroles en l'air. Par des actes. Ou par leur inaction.

En attendant, hommes et femmes de bonne volonté, des deux côtés de la frontière, nous ne pouvons pas attendre le bon vouloir des gouvernements haïtien et dominicain. Nous devons prendre l'initiative d'exercer une forte pression sur nos gouvernements respectifs et de pousser conjointement sur les deux gouvernements à la fois. Cela urge parce que cette ambiance de vendetta, d'exécutions publiques, de lynchages, de rage impuissante s'exprimant par des jets de pierre est grosse de toutes les dérives. Imagine-t-on le cataclysme qui en serait résulté si un fonctionnaire dominicain avait trouvé la mort lors de la visite mouvementée du président Fernández ou, cette semaine, quand des manifestants ont voulu s'attaquer aux locaux de l'ambassade dominicaine? Et quand les pierres volent, allez donc distinguer les pierres de la colère des pierres financées par des groupes qui, de part et d'autre de la frontière ou même en dehors de notre île, peuvent avoir intérêt à pêcher en eaux troubles.

La colère est une excellente chose, disent les psychologues. À condition d'être canalisée de telle sorte que l'énergie qu'elle charrie serve à construire plutôt qu'à détruire aveuglément. S'il est vrai, comme disait Kissinger, que les problèmes se résolvent mieux à chaud, le décès tragique de M. Mérius pourrait, il faut le souhaiter, aboutir ultimement à un rapprochement des peuples dominicain et haïtien. Nous devons y travailler sérieusement, de part et d'autre de notre frontière commune.

Jean-Marie Bourjolly, Ph. D. est mathématicien, professeur titulaire de logistique à l'Université du Québec à Montréal. jm.bourjolly@gmail.com